



## FEDERATION NATIONALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENVIRONNEMENT

263 rue de Paris – case 543 – 93515 Montreuil Cedex

tél. : 01 48 18 82 81 – Fax : 01 48 51 62 50 –

E mail : [fd.equipement@cgt.fr](mailto:fd.equipement@cgt.fr) - Site : [www.equipement.cgt.fr](http://www.equipement.cgt.fr)

Monsieur François Rebsamen, Ministre de  
l'Aménagement du territoire et de la  
Décentralisation

Madame Agnès Pannier-Runacher, Ministre  
de la Transition écologique, de la  
Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la  
Pêche

Monsieur Bruno Retailleau, Ministre de  
l'Intérieur

Paris, le 02/09/2025,

Objet : préavis de grève pour les journées du 10 septembre au 10 octobre 2025

Madame et Monsieur les Ministres,

La Fédération Nationale de l'Équipement et de l'Environnement – CGT, conformément aux dispositions légales en vigueur, dépose par le présent écrit un préavis de grève couvrant l'ensemble des agents titulaires et non titulaires, stagiaires, sur l'ensemble des services et des établissements publics rattachés aux ministères de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation, au ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche, au ministère de l'Intérieur dans les Directions Départementales des Territoires et de la Mer et les secrétariats communs des préfectures.

Ce préavis prend effet à partir du mardi 10 septembre 2025 à 0h00 et couvre l'ensemble des agents jusqu'au vendredi 10 octobre 2025 à minuit. Il concerne toutes les initiatives et actions décidées par les personnels et leurs organisations syndicales, y compris les arrêts de travail quotidiens, reconductibles ou limités dans le temps.

### **Les motifs de ce préavis sont les suivants :**

- Refus des politiques d'austérité et de guerre économique menées par le gouvernement, qui se traduisent par la destruction des Services publics, la précarisation des agents et une aggravation des inégalités sociales.
- Opposition au projet de budget 2026, qui organise notamment un transfert massif de moyens au ministère des Armées au détriment des missions de Service public liées à l'aménagement du territoire, à la transition écologique, à la protection de la biodiversité, à la sécurité des infrastructures, au logement social, à l'eau et aux milieux aquatiques.
- Exigence d'un plan de revalorisation salariale par l'augmentation immédiate de la valeur du point d'indice, le rattrapage des pertes subies et des mesures générales de hausse des salaires et pensions sur plusieurs années.

- Abrogation de la loi dite de Transformation de la fonction publique, qui affaiblit les droits et garanties statutaires et met en danger la continuité des missions publiques.
- Arrêt des privatisations, externalisations et suppressions de postes, qui dégradent les conditions de travail et de vie des agents.
- Suppression du 30<sup>ème</sup> indivisible pour fait de grève, du jour de carence et de la retenue sur salaire de 10% en cas de maladie ordinaire.
- Arrêt des recrutements précaires d'agents sur des postes permanents et à l'inverse, l'organisation de concours par le recrutement de fonctionnaire à la hauteur des besoins et des enjeux.
- Mise en œuvre d'une politique de déprécarisation et de titularisation des contractuels de la Fonction Publique.
- Réduction du temps de travail avec le retour à la retraite à 60 ans à taux plein et 37,5 années de cotisation, et le départ anticipé à la retraite pour tous les agents des missions pénibles par le service actif et de 25 % de bonification, mesures de justice sociale permettant le renouvellement des effectifs et l'amélioration des conditions de travail.
- Rétablissement des chèques-vacances pour les retraités.

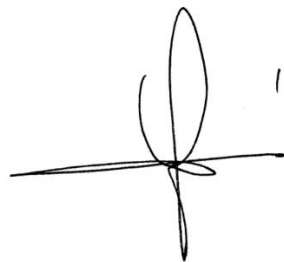
#### **Par la mobilisation et la grève :**

Les agents de l'équipement et de l'environnement entendent rejeter les politiques d'austérité et de casse des services publics, obtenir le retrait du budget Bayrou Macron et imposer leurs revendications. Le renforcement des missions publiques dans l'aménagement du territoire, la transition écologique, la gestion de l'eau, le logement, la biodiversité et la sécurité des infrastructures est une nécessité pour répondre aux besoins de l'immense majorité de la population.

La Fédération Nationale de l'Équipement et de l'Environnement – CGT appelle l'ensemble des personnels à se réunir en assemblées générales, à décider des modalités de l'action et à participer massivement à la mobilisation dès le 10 septembre.

La FNEE CGT se tient à votre disposition pour une réunion de conciliation.

Veuillez agréer l'expression de toute notre considération.



Ivan Candé  
Secrétaire Général de la FNEE CGT